

Une dispute fédérale coule la candidature suisse

ENQUÊTE Le dossier pour la COP 31 était prêt, mais il a fini à la poubelle. La Genève internationale est la victime collatérale des divisions du Conseil fédéral.

FLORENTE QUIQUEREZ
florent.quiquerez
@lematindimanche.ch

«Un énorme gâchis.» Ces mots sont ceux du sénateur Carlo Sommaruga (PS/GE). L'objet de sa colère? La décision du Conseil fédéral de ne pas postuler pour l'organisation de la COP 31. Un dossier de candidature était prêt pour l'édition 2026 de la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques. Mais au dernier moment, Berne a préféré jeter l'éponge.

La décision a pris tout le monde de court sous la Coupole. Aucun des élus contactés ne s'explique les raisons de ce retrait. «Je ne comprends pas

«Le Conseil fédéral a mis le focus sur ce que ça coûte, en oubliant ce que ça aurait pu rapporter.»

Carlo Sommaruga (PS/GE)

que la Suisse renonce alors qu'elle a à la fois l'expérience et les infrastructures pour organiser de tels événements, réagit, par exemple, la conseillère nationale Christa Markwalder (PLR/BE). Avec notre position au cœur de l'Europe, de nombreux dirigeants auraient pu venir en train. Ça éviterait le bal des jets privés auquel on assiste à Charm el-Cheikh (ndlr: où se déroule la COP 27).»

Et si la classe politique s'interroge, c'est que le communiqué actant cette décision dit tout et son contraire. «L'analyse réalisée (par le DETEC, Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, le DFF, Département fédéral des finances, en collaboration avec le DFAE, Département fédéral des affaires étrangères) indique qu'il serait en principe possible, pour la Suisse, d'héberger cette conférence internationale en 2026», écrivait-il y a dix jours le Conseil fédéral. Mais il renonce «compte tenu de la candidature avancée de l'Australie ainsi que de l'examen des avantages et

des inconvénients d'un tel engagement». Parmi les inconvénients: les coûts de mise en œuvre estimés à 300 millions.

Ce que ne dit pas ce communiqué, c'est que le Conseil fédéral craint un dégat d'image. La politique climatique du pays hôte est scrutée de près. Et si la Suisse fait - sur le papier - partie des bons élèves, elle n'échappe pas aux critiques. Cette semaine, la presse américaine taclait d'ailleurs notre pays, qui achète à l'étranger les réductions d'émissions CO₂, nécessaires pour respecter ses engagements.

Manque d'ambition

Plus grave, cette décision serait aussi liée au manque d'unité du collège, comme le confirment plusieurs sources. Ueli Maurer était tiraillé entre son Secrétaire d'État aux questions financières internationales - très impliqué dans la candidature - et la rigidité budgétaire de l'Administration fédérale des finances.

Mais c'est surtout le DFAE qui aurait freiné les quatre fers sur fond de mésentente entre Ignazio Cassis et Simonetta Sommaruga. «Si cette question avait été tranchée un mois après la démission de Simonetta Sommaruga, la candidature serait toujours sur les rails», pense une source. Contacté, le DFAE répond que la décision a été prise par le collège. Des bisbilles qu'il ne faut pas minimiser. «La COP est un événement gigantesque à organiser. Il y a 30'000 participants, dont de nombreux chefs d'État. Si le Conseil fédéral n'est pas uni, il faut oublier», lâche un connaisseur du dossier.

Si le Conseil fédéral n'exclut pas une éventuelle nouvelle candidature, il préfère miser sur des initiatives avec des partenariats officiels avec les pays organisateurs dans des domaines où la Suisse est à la pointe, à l'image de la finance durable. «Ce qui est plutôt favorable pour notre image, réagit Nicolas Bideau, responsable de Présence Suisse. En effet, nous avons pu récemment voir l'impact positif pour la Suisse généré par la conférence sur la finance durable «Building Bridges» organisée à Genève.» Si cette option est plus compatible avec la Suisse qui n'aime pas le gigantisme des grands événements, une de nos sources s'étonne de ce manque d'ambition: «On dirait que la Suisse oublie qu'elle accueille un des deux sièges de l'ONU!»

Au final, c'est surtout la Genève internationale qui souffre le plus de l'abandon de la COP 31, car la ville s'était positionnée pour l'accueillir. «Nous abritons plusieurs organisations et institutions qui travaillent sur

ces questions du défi climatique. Nous aurions pu mettre en avant nos compétences en multilatéralisme», regrette Carlo Sommaruga. Et de rappeler qu'entre Palexpo, les banquiers privés ou la Chambre genevoise de commerce et d'industrie, plusieurs acteurs étaient prêts à s'investir. «Le Conseil fédéral a mis le focus sur ce que ça coûte, en oubliant tout ce que ça aurait pu rapporter.»



La rivalité entre Ignazio Cassis et Simonetta Sommaruga ainsi que les tiraillements d'Ueli Maurer auraient poussé le collège à renoncer à accueillir la COP 31 en 2026. Alessandro della Valle/Keystone

Publicité

Je ne suis pas à la retraite. J'ai appris à faire travailler mon argent.

Parfois, ça marche. Parfois, on apprend. Nous concrétisons tes objectifs.

baloise

À Paris, Cassis défend le multilatéralisme

TWITTER Au Forum de Paris sur la paix, «j'ai souligné la nécessité et le défi de réinventer le multilatéralisme pour accompagner le changement», écrit, samedi, Ignazio Cassis sur Twitter. Le Forum, qui a débuté la veille, a été l'occasion pour lui de rencontrer, vendredi, le président français Emmanuel Macron et d'aborder les

relations bilatérales Suisse-UE. Les sujets au programme du Forum? «Réduire les fractures du monde», «l'universalisme face à la guerre» ou encore «réformer ou consolider nos institutions internationales; les rendre plus inclusives». Notamment. Quelque 3000 acteurs de la «gouvernance mondiale» y participent. ATS